

Arrêté n° 2025-0091

**Organisation des élections pour le renouvellement
général et partiel des membres des conseils de
composantes dans le cadre du scrutin du 10 au 11
février 2026****Le président de l'université de Toulon**

Vu le code de l'éducation, notamment les articles L. 719-1 et L. 719-2 ainsi que les articles D. 719-1 à D. 719-40 ;
Vu le décret n° 2011-595 du 26 mai 2011 relatif aux conditions et modalités de mise en œuvre du vote électronique par internet pour l'élection des représentants du personnel au sein des instances de représentation du personnel de la fonction publique de l'État ;
Vu la délibération de la commission nationale de l'informatique et des libertés n° 2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par correspondance électronique, notamment via Internet ;
Vu les statuts de l'université de Toulon ;
Vu les statuts des composantes mentionnées à l'article 1 ;
Vu la délibération CA-2023-15 relative à l'élection du président de l'université ;
Vu l'arrêté n° 2024-0519 portant sur les modalités de mise en œuvre du vote électronique à l'université de Toulon – Décision cadre ;
Vu les avis rendus par le comité électoral consultatif le 3 décembre 2025 ;

Considérant qu'il convient de procéder à des élections, dans la perspective de la fin de mandat de représentants et afin de pourvoir les sièges vacants dans les conseils de composantes ;

Notice : Les termes employés au masculin dans le présent arrêté désignent des statuts ou des fonctions pouvant être indifféremment occupés par des femmes ou des hommes ;

ARRETE

Article 1 : Organisation des élections	2
Article 2 : Composition des collèges électoraux	3
2.01. Collège des personnels enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs	3
2.02. Collège des personnels administratifs, techniques et de service (BIATSS)	3
2.03. Collège des usagers	3
Article 3 : Conditions d'exercice du droit de suffrage	3
3.01. Liste électorale	3
3.01.01. Inscription d'office sur liste électorale	4
3.01.02. Inscription sur la liste électorale « sur demande »	4
3.02. Demande de rectification des listes électorales	5
3.03. Synthèse	5
3.04. Exercice du droit de suffrage	6
Article 4 : Modalités relatives aux candidatures	6
4.01. Dépôt de candidature	6
4.02. Appartenance et soutien	7
4.03. Délégué de liste	7
4.04. Éligibilité des candidats	7
Article 5 : Recevabilité des listes	7
5.01. Nombre de candidats par liste	7
5.01.01. Lorsque plusieurs sièges sont à pourvoir dans un collège déterminé	7
5.01.02. Lorsqu'un seul siège est à pourvoir pour un collège déterminé	8
5.02. Mise en œuvre de l'alternance d'un candidat de chaque sexe et formalité impossible	8
5.03. Liste à un nom	8
Article 6 : Professions de foi	8
Article 7 : Campagne électorale	8

7.01. Propagande.....	9
7.02. Conditions d'affichages	9
Article 8 : Modalités relatives au scrutin	9
8.01. Mode de scrutin.....	9
8.02. Organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique par internet ainsi que les modalités d'expertise	9
8.03. Composition de la cellule d'assistance technique	10
8.04. Modalités d'accès au vote par les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail.....	10
8.05. Cellule d'assistance téléphonique.....	10
8.06. Bureaux de vote	10
8.07. Dépouillement des votes.....	10
8.08. Attribution des sièges.....	11
8.08.01. Attribution des sièges au scrutin de liste	11
8.08.01. Attribution des sièges au scrutin majoritaire	11
Article 9 : Proclamation des résultats	11
Article 10 : Calendrier	11
Article 11 : Modalités de recours contre les élections	11
Article 12 : Dispositions diverses	12

Article 1 : ORGANISATION DES ÉLECTIONS

Il est organisé des élections pour le renouvellement général et partiel des conseils de certaines composantes.

Seul le vote électronique par internet est autorisé. Les électeurs recevront par voie électronique, les consignes nécessaires, afin de procéder à ce vote. Un prestataire extérieur, disposant de toutes les autorisations légales a en charge le processus d'élection dans le cadre déterminé par l'arrêté n° 2024-0519 susmentionné.

Les opérations électorales se dérouleront du [mardi 10 février 2026 à 8 h au mercredi 11 février 2026 à 13 h, sans interruption](#).

Le présent arrêté tient lieu de convocation des collèges électoraux suivants :

Renouvellement général et partiel			
Structure	Collège	Sous-collège	Nombre de sièges
UFR Droit	Usagers	-	1
UFR Ingémédia	A : Professeurs et personnels assimilés	-	3
	B : Autres enseignants chercheurs, enseignants et personnels assimilés	-	3
	Personnels BIATSS	-	2
	Usagers	-	3
UFR Langues, Lettres et Sciences Humaines	Usagers	-	1
UFR Sciences et Techniques	Usagers	-	1
UFR Sciences Économiques et de Gestion	Usagers	-	1
Institut d'Administration des Entreprises (IAE)	Usagers	-	2
Institut Universitaire de Technologie (IUT)	B : Chargés d'enseignement vacataires	-	1
	Usagers	-	6

Article 2 : COMPOSITION DES COLLÈGES ÉLECTORAUX

2.01. Collège des personnels enseignants-chercheurs, enseignants et chercheurs

Les professeurs et personnels assimilés, d'une part, les autres enseignants-chercheurs, enseignants et personnels assimilés, d'autre part, sont répartis entre les collèges A et B selon les modalités définies ci-dessous :

Collège A, des professeurs et personnels assimilés

Ce collège comprend les catégories suivantes :

- 1 - Les professeurs des universités et professeurs des universités associés ou invités ; Les personnels assimilés aux professeurs ;
- 2 - Les chercheurs du niveau des directeurs de recherche des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public ou reconnu d'utilité publique de recherche, et chercheurs remplissant des fonctions analogues ;
- 3 - Les agents contractuels recrutés en application de l'article L. 954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche du niveau des personnels mentionnés ci-dessus.

Collège B, des autres enseignants-chercheurs, des enseignants et personnels assimilés

Ce collège comprend les personnels qui ne sont pas mentionnés ci-dessus, et notamment :

- 1 - Les enseignants-chercheurs ou assimilés et les enseignants associés ou invités qui n'appartiennent pas au collège A ;
- 2 - Les chargés d'enseignement définis à l'article L. 952-1 du code de l'éducation ;
- 3 - Les autres enseignants ;
- 4 - Les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique de recherche qui ne relèvent pas du collège A ;
- 5 - Les personnels scientifiques des bibliothèques ;
- 6 - Les agents contractuels recrutés en application de l'article L. 954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement, de recherche ou d'enseignement et de recherche qui n'appartiennent pas au collège A ;
- 7 - Les agents contractuels recrutés sous contrat de chaire de professeur junior ayant vocation à être titularisés *in fine* dans le corps des professeurs des universités.

2.02. Collège des personnels administratifs, techniques et de service (BIATSS)

Ce collège comprend les personnels ingénieurs, administratifs, techniques et de service et des bibliothèques et les personnels des services sociaux et de santé. Il comprend également les membres des corps d'ingénieurs, des personnels techniques et d'administration de la recherche.

2.03. Collège des usagers

Ce collège comprend :

- 1 - Les étudiants régulièrement inscrits à l'UTLN ;
- 2 - Les personnes bénéficiant de la formation continue ;
- 3 - Les auditeurs inscrits sur demande ;
- 4 - Les personnes préparant des diplômes de l'enseignement supérieur par la voie de l'apprentissage ;
- 5 - Les doctorants contractuels qui ne remplissent pas les conditions pour être électeurs/éligibles dans le collège des enseignants.

Article 3 : CONDITIONS D'EXERCICE DU DROIT DE SUFFRAGE

Nul ne peut prendre part au vote s'il ne figure sur une liste électorale.

3.01. Liste électorale

Le président de l'UTLN établit une liste électorale par collège et éventuellement sous-collège.

Les listes électorales sont affichées au plus tard le **lundi 19 janvier 2026** :

- Sur le site intranet de l'université ;
- Dans le hall du bâtiment V sur le site de La Garde.

Les listes seront par ailleurs accessibles dans l'espace numérique de vote des électeurs, pour les scrutins dans lesquels ils sont appelés à voter.

Il convient de distinguer les électeurs inscrits d'office sur la liste électorale de ceux qui doivent en faire la demande, sous réserve de satisfaire aux conditions d'exercice du droit de suffrage.

Nul ne peut exercer plus de deux fois son droit de vote pour l'élection des conseils d'unités.

Les personnels qui appartiennent à deux collèges — autres que celui des étudiants — de deux unités de formation et de recherche de la même université sont autorisés à voter dans les deux unités.

S'agissant du collège des usagers, en cas d'inscription à la préparation d'un double diplôme, un usager peut être électeur dans les différentes unités de l'établissement où il suit sa formation.

3.01.01. Inscription d'office sur liste électorale

Sont électeurs et inscrits d'office dans les collèges correspondants compte tenu du périmètre des élections :

- 1 - Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée ;
- 2 - Les agents contractuels recrutés par l'établissement pour une durée indéterminée en application de l'article L. 954-3 du code de l'éducation pour assurer des fonctions d'enseignement ou d'enseignement et de recherche, sous réserve qu'ils effectuent dans l'unité ou l'établissement un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence, au titre de l'année universitaire en cours ou dès lors qu'ils effectuent, en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein (cf. 3^{ème} alinéa de l'article D. 719-9 du code de l'éducation) ;
- 3 - Les enseignants contractuels recrutés sur des emplois vacants de professeurs du 2nd degré (décret n° 92-131 du 5 février 1992), « CDIsés », sous réserve qu'ils effectuent un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence ;
- 4 - Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'un congé pour recherches ou conversions thématiques ;
- 5 - Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'une décharge d'activité de service en application des articles R. 214-7 à R. 214-35 du code général de la fonction publique ;
- 6 - Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants qui bénéficient d'une décharge de service d'enseignement ;
- 7 - Les chercheurs des établissements publics scientifiques et technologiques ou de tout autre établissement public, ou reconnu d'utilité publique, de recherche ainsi que les membres des corps d'ingénieurs, de personnels techniques et d'administration de la recherche sous réserve qu'ils soient affectés à une unité de recherche de l'université ;
- 8 - Les personnes ayant la qualité d'étudiant et régulièrement inscrites à l'UTLN en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.

Sont également électeurs dans ce collège les personnes bénéficiant de la formation continue, sous réserve qu'elles soient régulièrement inscrites en vue de la préparation d'un diplôme ou d'un concours.

Nul ne peut être électeur ni éligible dans le collège des usagers s'il appartient à un autre collège de l'établissement.

- 9 - Les personnels administratifs, techniques et de service titulaires qui sont affectés en position d'activité dans l'établissement ou qui y sont détachés ou mis à disposition, sous réserve de ne pas être en congé de longue durée.
- 10 - Les personnels administratifs, techniques et de service contractuels sous réserve d'être affectés dans l'établissement et de ne pas être en congé non rémunéré pour raisons familiales ou personnelles. Ils doivent, en outre, être en fonction dans l'établissement à la date du scrutin pour une durée minimum de dix mois et assurer un service au moins égal à un mi-temps.

3.01.02. Inscription sur la liste électorale « sur demande »

Les personnels et les usagers dont l'inscription sur les listes électorales est subordonnée à une demande de leur part doivent faire cette demande dans les conditions prévues par le présent arrêté, à l'aide du formulaire « demande d'inscription » **FORM 01**, disponible sur le site intranet de l'université et auprès du référent administratif de la composante.

Les demandes d'inscription sur les listes électorales sont effectuées au plus tard cinq jours francs avant la date du scellement des urnes, soit le **mardi 3 février 2026, au plus tard à 12 h**. Passée cette date, aucune inscription ne sera admise.

Toute personne dont l'inscription est subordonnée à une demande de sa part doit être en mesure de fournir, à l'appui de sa demande d'inscription, tout justificatif permettant d'apprécier sa qualité d'électeur.

Les personnes suivantes doivent demander leur inscription sur la liste électorale sous réserve de satisfaire aux conditions d'exercice du droit de suffrage :

- 1 - Les personnels enseignants-chercheurs et enseignants titulaires qui ne sont pas affectés en position d'activité dans l'établissement ou qui n'y sont pas détachés ou mis à disposition, mais qui exercent des fonctions à la date du scrutin dans l'unité ou l'établissement, à condition qu'ils effectuent un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence au titre de l'année universitaire en cours ;
- 2 - Les personnels enseignants non titulaires, à savoir les enseignants-chercheurs stagiaires, les personnels recrutés par contrat à durée déterminée ou en qualité de chargés d'enseignement (ATER, vacataires, associés, socio-professionnels enseignants associés), ou recrutés sous contrat de chaire de professeur junior ayant vocation à être titularisé *in fine* dans le corps des professeurs des universités, sous réserve qu'ils soient en fonctions à la date du scrutin et qu'ils effectuent dans l'unité ou l'établissement un nombre d'heures d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence au titre de l'année universitaire en cours ;
- 3 - Les personnels de recherche contractuels, recrutés en contrat à durée déterminée ou recrutés sous contrat de chaire de professeur junior ayant vocation à être titularisé *in fine* dans le corps des professeurs des directeurs de recherche, exerçant des fonctions d'enseignement ou de recherche au sein de l'UTLN (laboratoire de recherche, UMR rattachée à titre principal en application du contrat pluriannuel mentionné à l'article L. 711-1 du code de l'éducation), sous réserve que leurs activités d'enseignement soient au moins égales au tiers des obligations d'enseignement de référence au titre de l'année universitaire en cours ou dès lors qu'ils effectuent en tant que docteurs, une activité de recherche à temps plein ;
- 4 - Les doctorants contractuels qui accomplissent un service d'enseignement au moins égal au tiers des obligations d'enseignement de référence au titre de l'année universitaire en cours.

NB : Les personnels enseignants visés aux paragraphes 1 et 2 ci-dessus, qui effectuent leurs activités d'enseignement dans plusieurs unités de formation et de recherche et qui n'accomplissent dans aucune de ces unités le nombre d'heures d'enseignement requis pour être électeurs, sont autorisés à exercer leur droit de vote dans l'unité de leur choix dès lors qu'ils accomplissent le tiers des obligations d'enseignement de référence à l'UTLN au titre de l'année universitaire en cours ;

- 5 - Les auditeurs, sous réserve qu'ils soient régulièrement inscrits à ce titre et qu'ils suivent les mêmes formations que les étudiants.

3.02. Demande de rectification des listes électorales

Toute personne remplissant les conditions pour être électeur – inscrit d'office ou sur demande dans les conditions déterminées à l'Article 3.01.02 ci-dessus – qui constaterait une erreur ou que son nom ne figure pas sur la liste électorale du collège dont elle relève, peut demander au président de l'UTLN de faire procéder à sa rectification, à l'aide du formulaire « demande de rectification » **FORM 02**, disponible sur le site intranet de l'université et auprès du référent administratif de la composante, **au plus tard le vendredi 6 février 2026 à 12 h, avant le scellement des urnes.**

En l'absence d'une telle demande effectuée dans le délai susmentionné, elle ne peut plus contester son absence de la liste électorale ou les données erronées à rectifier.

3.03. Synthèse

Pour chaque scrutin ouvert mentionné à l'Article 1 ci-dessus, les demandes d'inscription sur les listes électorales et de rectification des listes électorales, accompagnées des pièces justificatives (cartes professionnelle ou d'étudiant, carte d'identité, passeport, permis de conduire, certificat d'inscription, carte d'auditeur) sont à déposer, contre accusé de réception et dans les délais susmentionnés selon les modalités suivantes :

Formulaires	Délai	Modalités
Demande d'inscription sur les listes électorales FORM 01	mardi 3 février 2026 à 12 h	Dépôt soit : - par courriel depuis l'adresse institutionnelle du demandeur à elections-daji@univ-tln.fr ; - par lettre recommandée au président de l'UTLN – Élections DAJI – Le Béal 1 – Université de Toulon – CS 60584 - 83041 TOULON CEDEX 9 ; - en main propre auprès du référent administratif de la composante.
Demande de rectification des listes électorales FORM 02	vendredi 6 février 2026 à 12 h	

Les formulaires de demandes d'inscription et/ou rectification déposés par courrier ou en main propre doivent être des exemplaires originaux, datés et signés de la main du demandeur (l'image d'une signature copiée et collée dans le document n'est pas valable), accompagnés des copies des pièces justificatives. Pour les dépôts en main propre, il est recommandé de prendre contact avec le référent administratif de la composante au plus tôt, afin de déterminer les modalités de rendez-vous.

Les formulaires de demandes d'inscription et/ou rectification adressés par voie électronique doivent être des exemplaires scannés des formulaires, datés et signés de la main du demandeur (l'image d'une signature copiée et collée dans le document n'est pas valable), accompagnés des copies des pièces justificatives. *Les demandes envoyées par voie électronique depuis une adresse qui n'est pas l'adresse institutionnelle fournie par l'université ne seront pas admises.*

L'inscription sur la liste électorale du collège concerné ne sera effectuée qu'après vérification de la qualité d'électeur.

La décision de validation des demandes d'inscription ou de rectification est prise par le président ou son délégataire.

3.04. Exercice du droit de suffrage

Le vote est exprimé par voie électronique dans les conditions précisées par le présent arrêté. Le vote à l'urne, par procuration et par correspondance ne sont pas admis.

Article 4 : MODALITÉS RELATIVES AUX CANDIDATURES

4.01. Dépôt de candidature

Le dépôt des candidatures est obligatoire.

La date limite de dépôt des candidatures est fixée au **lundi 19 janvier 2026 à 12 h**.

Les **candidatures accompagnées des pièces justificatives correspondantes** doivent être déposées selon les modalités suivantes :

- **Par courrier électronique** envoyé depuis l'adresse institutionnelle fournie par l'établissement à l'adresse : elections-daji@univ-tln.fr ;
- **Par lettre recommandée au président de l'UTLN** : Université de Toulon – Élections DAJI – Le Béal 1 – CS 60584 – 83041 TOULON CEDEX 9 ;
- **En main propre**, contre accusé réception, auprès du référent administratif de la composante.

Le dépôt des listes pourra intervenir dès la publication du présent arrêté.

Les formulaires de candidature (liste de candidats **FORM 03** et déclaration de candidature **FORM 04**) sont disponibles sur le site intranet de l'université et auprès du référent administratif de la composante.

FORMULAIRES À DÉPOSER	
-	Lorsque l'élection a lieu au scrutin de liste (situation où plusieurs sièges sont à pourvoir) et pour les collèges des usagers, lorsque l'élection a lieu au scrutin majoritaire (situation où un seul siège est à pourvoir), pour les collèges des personnels et des usagers : Le dépôt de candidature doit comporter le formulaire de dépôt de la liste (FORM 03), daté et signé par le délégué de liste et les déclarations individuelles de chaque candidat (FORM 04) de la liste datées et signées par l'intéressé.
-	Lorsque l'élection a lieu au scrutin majoritaire (situation où un seul siège est à pourvoir) pour les collèges des personnels : Le dépôt de candidature est effectué par le dépôt de la seule déclaration individuelle originale du candidat, datée et signée par l'intéressé (FORM 04).

Dans tous les cas, les déclarations individuelles doivent être accompagnées de la photocopie de la carte professionnelle ou de toute pièce permettant d'attester de l'identité du candidat pour les personnels. Concernant l'élection des représentants du collège « Usagers », les candidats doivent fournir une photocopie de leur carte d'étudiant ou à défaut un certificat de scolarité attestant de leur inscription administrative à l'université au titre de l'année universitaire en cours.

Les formulaires de dépôt de candidatures déposés par courrier ou en main propre doivent être des exemplaires originaux, datés et signés de la main des candidats et du délégué de liste (l'image d'une signature copiée et collée dans le document n'est pas valable), accompagnés des copies des pièces justificatives. Pour les dépôts en main propre, il est recommandé de prendre contact avec le référent administratif de la composante au plus tôt, afin de déterminer les modalités de rendez-vous.

Les formulaires de dépôt de candidatures adressés par voie électronique doivent être des exemplaires scannés des formulaires, datés et signés de la main des candidats et du délégué de liste (l'image d'une signature copiée et collée dans le document n'est pas valable), accompagnés des copies des pièces

justificatives. Les demandes envoyées par voie électronique depuis une adresse qui n'est pas l'adresse institutionnelle fournie par l'université ne seront pas admises.

Signalé :

- Aucune candidature ne peut être déposée, modifiée ou retirée après la date limite prévue pour le dépôt des listes de candidats.
- Une liste de candidats qui n'est pas recevable au moment où elle est déposée ne peut pas être régularisée au-delà de la date limite de dépôt des listes de candidats.
- Les listes de candidats auxquelles ne sont pas jointes les déclarations de candidature ou pour lesquelles lesdites déclarations sont déposées après la date limite de dépôt des listes de candidatures ne sont pas recevables.

4.02. Appartenance et soutien

Les candidats qui déposent les listes peuvent préciser leur appartenance ou le soutien dont ils bénéficient sur leurs déclarations de candidatures et sur leurs professions de foi.

L'appartenance ou le soutien, par exemple, d'une organisation syndicale doit être attestée par un document officiel qui émane de la structure dont le soutien est déclaré. Les mêmes précisions figureront sur les bulletins de vote. En l'absence de démonstration de l'appartenance, celle-ci ne sera pas reportée sur le bulletin de vote.

L'appartenance ou le soutien ne s'entend pas comme étant l'appartenance à une composante ou à un laboratoire.

4.03. Délégué de liste

Chaque liste doit comporter le nom d'un délégué, qui est également candidat, afin de représenter la liste au sein du comité électoral consultatif. Seul habilité à modifier la liste, il est l'interlocuteur des services.

Il appartient aux candidats de mandater la ou les personnes qui pourront déposer la liste en leur nom. Le mandataire pour le dépôt de la liste peut ne pas en être membre. Il doit disposer d'un mandat express donné par la signature du délégué de liste pour procéder au dépôt en son nom.

4.04. Éligibilité des candidats

Le président de l'UTLN, ou son délégataire, vérifie l'éligibilité des candidats. S'il constate l'inéligibilité d'un candidat, le président réunit, pour avis, le comité électoral consultatif dans les trois jours suivant la date limite de dépôt des candidatures. Le cas échéant, le président demande qu'un autre candidat de même sexe soit substitué au candidat inéligible dans un délai maximum de deux jours francs à compter de l'information du délégué de la liste concernée. À l'expiration de ce délai, le président rejette, par décision motivée, les listes qui ne satisfont pas aux conditions mentionnées à l'article D. 719-22 du code de l'éducation. Aussi, il appartient aux candidats de prendre les dispositions nécessaires pour permettre au président de l'UTLN de vérifier l'éligibilité des candidats dans le délai susmentionné.

Signalé : *Il est vivement conseillé aux délégués de listes de ne pas attendre la date et l'heure limites de dépôt des candidatures, car le contrôle de l'éligibilité des candidats peut conduire à l'irrecevabilité de certaines candidatures et par voie de conséquence celle de la liste.*

Article 5 : RECEVABILITÉ DES LISTES

La décision de recevabilité des listes est prise par le président ou par son délégataire.

L'arrêté portant dépôt des candidatures recevables sera affiché :

- Sur le site intranet de l'université ;
- Dans le hall du bâtiment V sur le site de La Garde.

5.01. Nombre de candidats par liste

5.01.01. Lorsque plusieurs sièges sont à pourvoir dans un collège déterminé

Conformément à l'article D. 719-22 du code de l'éducation, les listes peuvent être incomplètes, les candidats sont rangés par ordre préférentiel.

Pour l'élection des représentants des enseignants-chercheurs et des personnels assimilés, les listes peuvent être incomplètes dès lors qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié des sièges à pourvoir et qu'elles sont composées alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Pour l'élection des représentants des usagers, les listes comprennent un nombre de candidats au maximum égal au double du nombre des sièges de membres titulaires à pourvoir. Les listes peuvent être

incomplètes dès lors qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir et qu'elles sont composées alternativement d'un candidat de chaque sexe.

Exemple pour les représentants des usagers : si quatre sièges de titulaires sont à pourvoir dans le collège des usagers, la liste des candidats devra comprendre au maximum huit candidats sous peine d'irrecevabilité. Dans le même cas de figure, la liste des candidats doit comprendre au minimum quatre candidats sous peine d'irrecevabilité.

5.01.02. Lorsqu'un seul siège est à pourvoir pour un collège déterminé

Lorsqu'un seul siège est à pourvoir pour un collège déterminé, l'élection a lieu au scrutin uninominal. Concernant les représentants des usagers, la déclaration de candidature de chaque candidat à un siège de titulaire est, à peine d'irrecevabilité, accompagnée de la déclaration de candidature du candidat au siège de suppléant qui lui est associé. Dans ce cas, l'alternance d'un candidat de chaque sexe ne s'applique pas, de sorte que la candidature d'une titulaire femme peut être accompagnée d'une suppléante femme et celle d'un titulaire homme peut l'être d'un suppléant homme.

5.02. Mise en œuvre de l'alternance d'un candidat de chaque sexe et formalité impossible

L'attention des candidats est attirée sur le fait que, concernant les élections aux conseils visés à l'Article 1 du présent arrêté, l'article D. 719-22 du code de l'éducation dispose que « [...] chaque liste de candidats est composée alternativement d'un candidat de chaque sexe [...] ».

La règle de l'alternance d'un candidat de chaque sexe s'applique uniquement dans le cadre des scrutins de listes.

L'alternance ne doit pas être confondue avec une obligation de parité. Ainsi, la règle de l'alternance n'implique pas de prévoir un nombre pair de candidats sur une liste.

Les listes peuvent ne pas respecter l'alternance d'un candidat de chaque sexe sans être déclarées irrecevables (situation de formalité impossible) lorsque :

- le vivier est constitué uniquement de personnes de même sexe. Cette situation est constatée par le président de l'université sans avoir à être démontrée par les candidats.
- le vivier est mixte mais il n'y a pas ou pas assez de représentants de l'un des deux sexes qui se portent candidats. Il appartient aux porteurs des listes concernées de faire la démonstration qu'ils ont fait toute diligence pour constituer des listes alternées sans résultat (attestations, copies de courriels, ou de courriers permettant de faire la démonstration de leurs démarches).

5.03. Liste à un nom

Compte tenu de l'obligation d'alternance d'un candidat de chaque sexe posé à l'article L. 719-1, les listes ne comportant qu'un seul nom sont, en principe, irrecevables.

Toutefois, de telles listes peuvent malgré tout ne pas être déclarées irrecevables sous réserve de démontrer l'impossibilité de respecter l'alternance d'un candidat de chaque sexe comme indiqué supra et de respecter les modalités de constitution des listes incomplètes pour les différents collèges.

Pour l'élection des représentants des usagers, il n'est pas possible de constituer des listes incomplètes à un nom (*si 2 sièges sont à pourvoir, les listes de candidats doivent comporter au minimum 2 noms conformément au 5^{ème} alinéa de l'article D. 719-22 qui prévoit que « les listes peuvent être incomplètes dès lors qu'elles comportent un nombre de candidats au moins égal à la moitié du nombre des sièges de membres titulaires et suppléants à pourvoir »*).

Article 6 : PROFESSIONS DE FOI

Les listes de candidats qui le souhaitent déposeront, au même moment que leur candidature, leur profession de foi au format papier (page blanche de format A4 recto, texte noir, sigles et logos noirs autorisés, à l'exception des logos de l'université et de ses composantes), ou envoyées au format PDF à l'adresse suivante : elections-daji@univ-tln.fr.

Article 7 : CAMPAGNE ÉLECTORALE

La campagne électorale débute à compter de la publication du présent arrêté et se termine à la clôture du scrutin.

7.01. Propagande

L'université assure une stricte égalité entre les listes de candidats, notamment en ce qui concerne la répartition des emplacements réservés à l'affichage électoral. Les modalités de mise en œuvre de cette propagande pourront être précisées par un arrêté ultérieur.

En sus de l'affichage des listes de candidats et des professions de foi, la propagande peut s'exercer par l'affichage sur des espaces dédiés et la distribution de documents papiers.

Pendant la durée du scrutin, la propagande est autorisée dans les bâtiments de l'université, à l'exception des lieux réservés à l'accès aux ordinateurs mis à disposition des électeurs. Toute propagande est interdite au sein de ces espaces, ainsi que devant leurs portes, dans les couloirs ou escaliers les jouxtant. Ces périmètres sont délimités par une signalétique.

Toute personne contrevenant à ces dispositions pourra se voir limiter ou interdire l'accès à l'établissement.

7.02. Conditions d'affichages

Les candidats se conforment aux règles d'affichage en vigueur à l'université.

L'administration de l'université, les composantes, les laboratoires et les services, veillent à assurer la stricte égalité des candidatures et de la diffusion de la propagande et indiquent, le cas échéant, les emplacements réservés à l'affichage. Tout affichage effectué en dehors de ces emplacements sera retiré.

Article 8 : MODALITÉS RELATIVES AU SCRUTIN

8.01. Mode de scrutin

Les membres des conseils sont élus au scrutin de liste à un tour, sans panachage, à la représentation proportionnelle avec répartition des sièges restant à pourvoir selon la règle du plus fort reste.

Lorsqu'il n'y a qu'un seul siège à pourvoir l'élection a lieu au scrutin majoritaire.

8.02. Organisation des services chargés d'assurer la conception, la gestion, la maintenance, le contrôle effectif du système de vote électronique par internet ainsi que les modalités d'expertise

La DAJI assure le pilotage et l'organisation des scrutins, avec l'appui de la DSIUN et du délégué à la protection des données, conformément à leurs missions respectives.

Le système de vote électronique retenu est celui de la société LegaVote dont le siège est situé au 27 rue Saint-Simon 69009 Lyon.

Le système de vote électronique mis en œuvre par la société LegaVote respecte les modalités de fonctionnement suivantes :

- Le site de vote à l'attention des électeurs sera accessible 7 jours sur 7, et 24 heures sur 24 entre la date et l'heure d'ouverture et la date et l'heure de clôture du vote au moyen de tout terminal usuel connecté à l'internet (ordinateur, tablette, smartphone) ;
- L'électeur s'identifiera en deux temps : dans un premier temps l'électeur s'identifiera avec son numéro personnel (numéro d'étudiant ou numéro matricule) et avec un mot de passe confidentiel qu'il recevra par mail ; puis dans un deuxième temps, il recevra par SMS (après avoir validé son numéro de téléphone) un nouveau mot de passe généré aléatoirement par le système de vote, lui permettant de se connecter au site de vote et d'exprimer ses votes ;
- Via le site de vote, les électeurs accéderont aux informations relatives aux scrutins les concernant : liste électorale, liste de candidats, professions de foi et composition des bureaux de vote ;
- Pour voter, l'électeur accèdera, pour chacun des scrutins le concernant, aux candidatures, lesquelles apparaîtront simultanément à l'écran. Le vote blanc sera possible. L'électeur sera invité à exprimer son intention de vote. Celle-ci apparaîtra clairement à l'écran avant validation et pourra être modifiée avant validation ;
- Une procédure de réassort, à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs identifiants et/ou mot de passe, sera mise en place ;
- Les fichiers électoraux et les données relatives aux votes sont établis distinctement et transmis par l'université de Toulon au prestataire par liaison sécurisée sur la plateforme dédiée du prestataire.

Le système de vote électronique de LegaVote a été expertisé par Denis JACOPINI en octobre 2025. Le rapport d'expertise conclut à la conformité du système LegaVote selon le référentiel Délibération n°2019-053 du 25 avril 2019 portant adoption d'une recommandation relative à la sécurité des systèmes de vote par

correspondance électronique, notamment via internet. La mise en œuvre de la solution de vote fera aussi l'objet d'une expertise par un expert indépendant.

8.03. Composition de la cellule d'assistance technique

Une cellule d'assistance technique chargée de la gestion et de la maintenance du système de vote est mise en place. Elle est composée de :

- Deux représentants de la DAJI ;
- Un représentant la DSIUN ;
- Deux préposés du prestataire LegaVote.

Adresse de contact : elections-daji@univ-tln.fr

8.04. Modalités d'accès au vote par les électeurs ne disposant pas d'un poste informatique sur leur lieu de travail

Si l'électeur ne dispose pas d'un ordinateur professionnel pour le vote à distance, chaque électeur a la possibilité de voter sur un poste informatique personnel, une tablette ou encore avec un smartphone sans aucun téléchargement d'une application quelconque.

La solution est compatible avec tous les systèmes d'exploitation : windows, mac os, linux, ios, android, windows phone, etc.

Dans l'hypothèse où des électeurs ne disposent pas de l'un des outils susmentionnés, il sera mis à disposition, des accès à des postes informatiques en libre-service dans des dispositions assurant les conditions nécessaires à l'anonymat, la confidentialité et au secret du vote.

Lors du scrutin les accès à des postes informatiques seront ouverts sur une durée d'un jour, soit le mardi 10 février 2026, de 9 h à 16 h.

L'électeur pourra se faire assister pour voter par un électeur de son choix.

Un arrêté ultérieur précisera les modalités de mise à dispositions de l'accès à des postes informatiques.

8.05. Cellule d'assistance téléphonique

Une cellule d'assistance téléphonique est mise en place par la société LegaVote durant la période du scrutin 24h/24h, accessible par téléphone au 04 28 29 19 09 ou par courriel à l'adresse contact@legavote.fr. Les électeurs auront également la possibilité de contacter l'assistance via l'interface de vote. Cette cellule d'assistance est chargée de :

- répondre aux difficultés éventuelles de connexion ou d'utilisation des électeurs du système de vote rencontrées par des électeurs ;
- rééditer et transmettre de nouveaux codes à l'attention des électeurs ayant perdu ou n'ayant pas reçu leurs codes, après authentification.

8.06. Bureaux de vote

Un bureau de vote électronique centralisateur sera mis en place pour les élections.

Ce bureau de vote comprend un président et un secrétaire désignés par le président de l'université, ainsi qu'un délégué de chaque liste dont la candidature a été déclarée recevable dans le collège, ou le sous collège, des instances concernées par les élections.

Les membres des bureaux de vote sont chargés du contrôle de la régularité du scrutin. Ils assurent le respect des principes régissant le droit électoral. Ils assurent une surveillance effective du processus électoral et, en particulier, de l'ensemble des opérations de préparation du scrutin et des opérations de vote.

Ils procèdent au scellement, au descellement des urnes électroniques, ainsi qu'au dépouillement de l'intégralité des scrutins.

Au moins trois clés de chiffrement, permettant le scellement et le descellement des urnes, sont réparties entre les membres de chaque bureau de vote. Une clé est attribuée au président du bureau et au moins deux tiers des clés aux délégués des listes.

La présence d'au moins deux membres du bureau de vote électronique détenant une clé de chiffrement est indispensable pour procéder au dépouillement.

8.07. Dépouillement des votes

À l'issue du scrutin dont les horaires sont indiqués à l'Article 1, le bureau de vote procède aux opérations de dépouillement et à l'établissement du procès-verbal des opérations électorales, qui est remis au président de l'Université.

Le nombre de voix attribuées à chaque liste ou candidat est égal au nombre de bulletins recueillis.

Le nombre de suffrages exprimés dans un collège est égal au total des voix recueillies par l'ensemble des listes de ce collège.

La cérémonie de dépouillement est publique.

8.08. Attribution des sièges

8.08.01. Attribution des sièges au scrutin de liste

La répartition des sièges a lieu sur la base du quotient électoral. Chaque liste obtient autant de sièges de membres titulaires que le nombre de voix recueillies par elle contient de fois le quotient électoral.

Les sièges sont attribués aux candidats d'après l'ordre de présentation de la liste. Les sièges non répartis par application des dispositions précédentes sont attribués successivement aux listes qui ont les plus forts restes. Si plusieurs listes ont le même reste pour l'attribution du dernier siège, celui-ci revient à la liste qui a obtenu le plus grand nombre de suffrages. En cas d'égalité de voix entre plusieurs candidats, le candidat le plus jeune est élu.

Pour l'élection des représentants des usagers, le quotient électoral est égal au nombre total de suffrages exprimés divisé par le nombre de sièges de membres titulaires à pourvoir. Pour chaque liste, il est procédé dans la limite du nombre de sièges obtenus par celle-ci à l'élection des titulaires, et à l'élection d'un nombre égal de suppléants, dans l'ordre de présentation des candidats de la liste. Chaque membre suppléant ainsi désigné s'associe avec un membre titulaire dans l'ordre de présentation de la liste.

Lorsque le nombre de sièges attribués à une liste dépasse le nombre de candidats présentés par cette liste, les sièges excédant ce nombre ne sont pas attribués.

8.08.01. Attribution des sièges au scrutin majoritaire

Lorsque, dans un collège déterminé, un seul siège est à pourvoir, celui-ci est attribué au candidat et à son suppléant (pour les représentants des usagers) qui a obtenu le plus de suffrages exprimés.

Les sièges sont attribués aux candidats ayant obtenu le plus grand nombre de voix recueillies, en fonction du nombre de sièges à pourvoir.

En cas d'égalité de voix entre plusieurs candidats, le candidat le plus jeune est élu.

Article 9 : PROCLAMATION DES RÉSULTATS

Le président de l'université proclame les résultats du scrutin dans les trois jours suivant la fin des opérations électorales. Les résultats du scrutin sont alors immédiatement affichés :

- sur le site Internet de l'université ;
- dans le hall du bâtiment V sur le site de La Garde.

Article 10 : CALENDRIER

Lundi 19 janvier 2026	Date limite d'affichage des listes électorales
Lundi 19 janvier 2026 - 12 h	Date limite de dépôt des candidatures
Lundi 26 janvier 2026	Envoi de la notice d'information détaillée sur le déroulement des opérations et le moyen d'authentification Affichage des candidatures
Mardi 3 février 2026 - 12 h	Date limite de demande d'inscription sur les listes électorales (inscrits sur demande)
Vendredi 6 février 2026 - 12 h	Date limite de demande de rectification des listes électorales (électeurs inscrits d'office et inscrits sur demande, sous réserve d'avoir fait la demande d'inscription dans les délais)
Du mardi 10 février 2026 à 8 h au mercredi 11 février 2026 à 13 h, sans interruption	Élections électroniques
vendredi 13 février 2026	Date limite de proclamation des résultats

Article 11 : MODALITÉS DE RECOURS CONTRE LES ÉLECTIONS

En application des articles D. 719-8, 719-18, 719-38 et 719-39 du code de l'éducation, la commission de contrôle des opérations électorales est obligatoirement saisie des contestations portant sur les demandes de rectification des listes électorales, sur l'éligibilité des candidats et connaît de toutes les contestations présentées

par les électeurs, par le président de l'établissement ou par le recteur, sur la préparation et le déroulement des opérations de vote, ainsi que sur la proclamation des résultats du scrutin.

Elle est saisie au plus tard le cinquième jour suivant la proclamation des résultats à l'adresse suivante :

Tribunal administratif de Toulon

Commission de contrôle des opérations électorales de l'université de Toulon

5, rue Racine - B.P. 40510

83041 TOULON CEDEX

La commission de contrôle doit statuer dans un délai de quinze jours. Elle peut :

- constater l'inéligibilité d'un candidat et substituer au candidat inéligible le candidat suivant de la même liste ;
- rectifier le nombre de voix obtenues par les listes ou les candidats ;
- en cas d'irrégularité de nature à vicier le vote, annuler les opérations électorales du collège dans lequel l'irrégularité a été constatée.

L'inobservation des dispositions contenues dans les articles D. 719-22 à D. 719-39 du code de l'éducation n'entraîne la nullité des opérations électorales qu'autant qu'il est établi qu'elle a eu pour but ou conséquence de porter atteinte à la sincérité du scrutin.

En application de l'article D. 719-40 du code de l'éducation, tout électeur ainsi que le président de l'établissement et le recteur ont le droit d'invoquer l'irrégularité ou la nullité des opérations électorales devant le tribunal administratif du ressort.

Ce recours n'est recevable que s'il a été précédé d'un recours préalable devant la commission de contrôle des opérations électorales.

Le tribunal administratif de Toulon doit être saisi au plus tard le sixième jour suivant la décision de la commission de contrôle, par voie postale mais également par l'application « Télérecours Citoyen » accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr. Le tribunal administratif statue dans un délai maximum de deux mois.

Article 12 : DISPOSITIONS DIVERSES

Le directeur général des services est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera porté à la connaissance des tiers en application des dispositions légales et réglementaires en vigueur, enregistré et classé au registre des arrêtés de l'université.

Le présent arrêté est diffusé sur le site intranet de l'université et affiché dans le hall du bâtiment V sur le site de La Garde.

Il appartient aux directeurs des composantes, services et laboratoires de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer l'information la plus large des électeurs y compris sur tous les sites délocalisés. Ils afficheront dans leurs locaux y compris sur tous les sites délocalisés le présent arrêté.

En application de l'article L. 711-8 du code de l'éducation, l'arrêté est communiqué sans délai à monsieur le recteur de Région académique, chancelier des universités.

En application de l'article R. 421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Toulon peut être saisi par voie de recours formé contre le présent arrêté, et ce, dans les deux mois à partir de sa publication. Cette juridiction administrative peut être saisie par voie postale mais également par l'application « Télérecours Citoyen » accessible à partir du site Internet www.telerecours.fr.